

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 13 novembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Radikah JUMMUN donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Nathalie TISSOT,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

Conformément aux dispositions de la convention conclue entre la commune et l'association ALFA 3A pour la gestion de l'accueil de loisirs, il y a lieu de délibérer pour autoriser le versement des participations suivantes :

- **Gestion de l'accueil de loisirs** : montant de la participation 2023 arrêtée à 46 290 euros, versement d'un acompte de 30% soit 13 887 euros
- **Aide aux vacances pour les enfants de Nantua période estivale juillet-août 2023** : montant de la contribution arrêtée à 1263 euros. Soit 421 journées à 3 euros/jour/enfant concernant 33 enfants et 23 familles.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **D'approuver le versement à ALFA 3A d'une participation de 13 887 euros correspondant à un acompte de 30 % du montant de la participation 2023 pour la gestion de l'accueil de loisirs.**
- **D'approuver le versement à ALFA 3A d'une contribution de 1263 euros correspondant à l'aide aux vacances pour les enfants de Nantua durant la période juillet et août 2023 telle que détaillée ci-dessus.**
- **D'autoriser Monsieur Le Maire à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.**
- **De préciser que les crédits correspondants sont inscrits au budget à l'article 6574.**

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Jean-P

Publié le THOMASSET

Berser
Levraut

ID : 001-210102695-20231113-RJ202385-DE



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.